



Lettre n° 1 du 17 juin 2016

Au sommaire :

- **Débat et démocratie révolutionnaire, pour préparer l'étape d'après...**
- **Printemps 2016, un mouvement et des mutations profonds en cours**

Débat et démocratie révolutionnaire, pour préparer l'étape d'après...

Ce premier numéro de *Démocratie révolutionnaire* paraît alors que le mouvement contre la loi travail est loin d'avoir épuisé ses possibilités et ses ressources. Nous l'y consacrons pour analyser ses forces et ses faiblesses, ouvrir la discussion pour en dégager ses enseignements et surtout les tâches nouvelles qui s'offrent aux anticapitalistes et révolutionnaires.

En effet à travers le mouvement s'opèrent de profondes transformations dans les consciences dont les évolutions et approfondissements dépendront pour beaucoup de la politique que les révolutionnaires mèneront.

Le mouvement non seulement exprime un profond mécontentement, une révolte contre l'offensive sans fin du patronat et de son Etat contre les droits des salariés, mais il prend une signification politique particulière de par le contexte général dans lequel il intervient. Il s'inscrit dans une montée de la contestation engendrée par la crise permanente dans laquelle est entré le capitalisme depuis 2007-2008 et initiée par les révolutions arabes, le mouvement des indignés ou Occupy Wall Street, comme la révolte du peuple grec...

Il est un moment de rupture.

Il n'est plus comme l'étaient les mouvements de 2003 ou 2010 un mouvement défensif canalisé par les directions syndicales dans une période où la gauche pouvait encore représenter une issue, une réponse aux yeux du monde du travail.

Il est d'abord la rupture des classes populaires avec le PS et avec les politiques d'union de la gauche incluant le PC. Ce dernier déjà fortement affaibli se trouve ainsi lui-même complètement déstabilisé tant il est vrai qu'il ne pouvait satisfaire ses ambitions électorales et institutionnelles qu'en mettant ses forces au service du parti issu de la social-démocratie tel qu'il avait pu survivre à travers des décennies de reniements et mensonges au service des classes possédantes.

Si le PS est en train de mourir, le PC est lui moribond, sans autres perspectives pour la présidentielle que de passer sous les fourches caudines de Mélenchon.

L'aboutissement d'une longue évolution qui s'accompagne aussi d'un profond recul au sein du monde du travail. Dans le même temps, commence à renaître une contestation du capitalisme globalisé, libéral et impérialiste, une nouvelle conscience de classe commence à se forger.

A travers le mouvement se confrontent le passé et l'avenir. Une nouvelle génération s'engage dans la lutte sociale et politique alors qu'une large fraction du monde du travail se libère de la démoralisation engendrée par la politique du PS, l'impuissance de feu le Front de gauche et la politique du dialogue social des directions syndicales.

Le projet du rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires prend, dans ce contexte, une signification toute particulière.

Offrir aux uns et aux autres un cadre politique, militant, ouvert et démocratique pour intervenir dans les luttes de classe, s'appropriier les idées de l'émancipation, le socialisme et le communisme révolutionnaire, participer à la perspective de la transformation révolutionnaire de la société, est une nécessité militante.

Y répondre suppose que notre parti, le NPA, sorte de ses ambiguïtés où souvent le gauchisme se combine avec l'opportunisme dans une grande difficulté à s'affirmer comme parti de la classe ouvrière, parti pour la transformation révolutionnaire de la société, socialiste, communiste révolutionnaire. Cette faiblesse est, pour une part, la conséquence de l'orientation dite des « *Partis larges* » ou « *stratégiquement non délimités* » héritée de la tendance la plus importante du NPA, celle de la majorité de la IV^{ème} Internationale.

La richesse du NPA est d'avoir réussi à regrouper différents groupes et tendances révolutionnaires dans un même parti. C'est une richesse mais en même temps une grande

difficulté si les habitudes des uns et des autres l'emportent sur le nécessaire souci de trouver ce qui rassemble pour penser, si chacun fait la théorie de lui-même plutôt que d'agir et construire ensemble, voire si les rivalités de courants prennent le dessus.

Faire du NPA un cadre ouvert sur l'extérieur, ouvert au mouvement, à la jeune génération comme aux plus anciens qui regardent vers l'anticapitalisme suppose de dépasser ces difficultés, faiblesses, limites. Nous avons besoin de faire vivre la plus large démocratie respectant la liberté d'expérimentation, confrontant les expériences. Le mouvement est de ce point de vue un point d'appui, son aile la plus militante porte une profonde aspiration démocratique, une volonté qui combine l'action collective et les initiatives les plus diverses.

Cette démocratie nous est aussi nécessaire pour élaborer ensemble une politique, une stratégie qui permette de rassembler à partir de l'analyse du stade actuel de développement du capitalisme, de ses nouvelles contradictions nées de la mondialisation libérale et impérialiste, des enjeux inédits liés à la crise écologique et climatique. Nous avons besoin de donner son actualité au programme révolutionnaire d'un point de vue internationaliste, de repenser comme une question actuelle la stratégie révolutionnaire tant du point de vue de la construction du parti que des chemins du pouvoir et les possibilités du socialisme.

Démocratie révolutionnaire veut contribuer à ce projet par le débat et la discussion.

Celle-ci ne connaît pas de frontières de parti, elle se mène au sein du NPA mais aussi avec nos camarades de Lutte ouvrière, l'ensemble de l'extrême-gauche ou avec celles

et ceux qui, militants de l'ex-Front de gauche, militants syndicalistes, libertaires, jeunes, travailleurs..., cherchent des réponses aux questions que suscitent la régression engendrée par la politique des classes dominantes et de leur Etat comme les limites et contradictions du mouvement de ce printemps.

Nous nous situons dans la continuité de *Débat révolutionnaire* que nous avons choisi d'interrompre en mars 2012 à l'occasion de la première campagne présidentielle de Philippe Poutou pour y prendre toute notre place, faisant le pari qu'elle pourrait permettre au NPA de sortir de la crise provoquée par la scission de la *Gauche anticapitaliste* qui avait alors rejoint le Front de gauche avant de se dissoudre dans *Ensemble*.

Le mouvement révolutionnaire ne peut pas dans les mois qui viennent recommencer les erreurs qui l'ont empêché de jeter les bases d'un véritable parti des travailleurs quand, au début de ce siècle, l'extrême-gauche, LO et la LCR, rassemblaient plus de 10% de l'électorat lors de l'élection présidentielle de 2002. Incapables ou ne voulant pas œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires, elles n'ont pas voulu, su ou pu saisir l'occasion, laissant la place, au final, au Front de gauche, aux antilibéraux réformistes. Le NPA est le résultat d'une volonté de dépasser ces faiblesses, cela reste notre projet.

Ce printemps 2016 donne aux révolutionnaires de nouvelles responsabilités. Nous devons apporter des réponses aux interrogations politiques comme aux besoins militants qui sont nés du mouvement en participant à la continuité du marxisme militant.

Démocratie révolutionnaire prendra sa place dans ce travail militant.

Printemps 2016, un mouvement et des mutations profonds en cours...

Sans surprise, la rencontre vendredi 17 juin entre Martinez et El Khomri, que les deux parties assuraient vouloir ardemment depuis quelques jours, a accouché d'une souris... « *La ministre va étudier nos propositions. On a fait des suggestions. C'était une première rencontre nécessaire. Mais il reste des problèmes importants, sur 5 à 6 articles dont nous demandons la réécriture* » a expliqué Martinez le bon élève au sortir de ces « retrouvailles » (sic). Tiens donc... ce n'était pas le retrait qu'il avait annoncé porter ? Certes, les formulations suffisamment « ouvertes » ne laissaient guère planer le doute, la direction de la CGT se flattant d'être « constructive »... alors même que Valls mettait les points sur les i : « *chacun doit savoir que le gouvernement ne changera pas* »... Et il est clair qu'à ce stade, il n'y avait rien à négocier. El Khomri a donc pu expliquer, tout sourire sur le perron de l'Elysée « *il était important de faire le point et que la CGT me remette aujourd'hui ses propositions. Je vais bien sûr les regarder. [...] on peut toujours enrichir le texte mais sans en dénaturer la philosophie. Nous avons toujours des dé-*

saccords ». Et Martinez de constater : « *les désaccords se sont confirmés* »... on est rassuré !

Un mouvement puissant

Ce non-événement ne fait que souligner l'impuissance des appareils syndicaux pris dans la nasse du « dialogue social » qui ne laisse d'autre alternative que d'accompagner l'offensive libérale. C'est cela que le mouvement perturbe depuis plus de trois mois, trouvant en lui-même des ressources nouvelles pour durer et rebondir.

La manifestation du 14 juin a témoigné de sa dynamique et de sa vitalité. L'immense cortège des salarié-e-s venu-e-s de toutes les régions de France, syndiqué-e-s ou non, de toutes générations et tous drapeaux mélangés, disait la fierté de toutes et tous d'appartenir au monde du travail, à une classe sociale qui fait fonctionner la société, rouler les trains, tourner les usines ou les hôpitaux, qui ramasse les poubelles, enseigne, travaille dans les ports, sur les routes, dans des hangars logistiques, des centres de tri, des commerces, de toutes petites entreprises ou

de grands groupes du privé comme du public, travailleurs avec ou sans emploi, précaires, retraité-e-s, étudiant-e-s...

Cette fierté est aussi celle d'être parvenu à relever ensemble la tête après des années de recul, de réoccuper le terrain politique. Le mouvement marque une étape, une rupture. Les choses ne seront désormais plus comme avant, pas plus pour les jeunes qui livrent leurs premiers combats sociaux sous l'état d'urgence et le 49-3 que pour les militants plus « aguerris » qui commencent à se dégager du poids du passé. Une page est tournée, un début d'inversion du cours des choses est en œuvre malgré bien des difficultés et chacun a conscience que l'épreuve de forces engagée va bien au-delà de la loi travail.

Violences policières et provocations gouvernementales

Au lendemain de l'énorme manifestation du 14 juin, le gouvernement s'est lancé dans une propagande outrancière, faisant ses choux gras des incidents en marge de la manifestation, les dramatisant à souhait avec une mise en scène soignée. La conférence de presse de Valls, Touraine et Hirsch la mine pathétique et scandalisée devant des vitres brisées de l'hôpital Necker a été le clou du jour... On ne les avait pas vus aussi prompts et véhéments lors des fermetures de services hospitaliers pédiatriques ou non, maternités ou blocs opératoires... une casse plus « propre » et aux conséquences autrement dramatiques !

La campagne contre la CGT a atteint des sommets. Après avoir été accusée de faire l'apologie de la violence anti-flic, elle l'est aujourd'hui de couvrir les « casseurs ». Sarkozy appelle à engager sa « responsabilité civile et financière », Valls la taxe d'« ambigüités »... tandis que Gattaz tempêtait il y a quelques jours : « *ce n'est pas possible de laisser ainsi une chienlit des blocages et de l'intimidation* » !

« La bataille de l'opinion » titrait Libération jeudi... Face à la majorité de la population qui veut le retrait de la loi, le gouvernement tente d'instrumentaliser la petite minorité à la recherche de l'affrontement pour l'affrontement en marge des manifestations. Et Hollande de menacer « *A un moment où la France accueille l'Euro, où elle fait face au terrorisme, il ne pourra plus y avoir d'autorisation de manifester si les conditions de la préservation des biens et des personnes et des biens publics ne sont pas garantis* »... tandis que Cazeneuve, oubliant les dizaines de blessés parmi les manifestants -dont un très grave- mêle sans scrupule l'assassinat de policiers dans les Yvelines « *Je n'accepterai plus que dans des manifestations comme celle qui s'est déroulée aujourd'hui, il y ait des sauvages qui puissent tenir ce type de propos, avec 27 policiers blessés, les vitres de l'hôpital Necker brisées, alors que l'enfant du couple tué s'y trouve. Tout cela est inacceptable* »... Une campagne reprise en cœur par l'ensemble de la droite tandis que le FN continue son double jeu anti-ouvrier, dénonçant « *l'action de ces hordes d'extrême gauche que personne ne devrait accepter de voir sévir sur notre territoire* » (M. Le Pen) mais aussi la « *loi infâme qui va précariser le travailleur* » (Philippeot)...

Rupture du monde du travail avec le PS

Chaque étape du mouvement est une leçon de choses pour des centaines de milliers de jeunes s'éveillant à la lutte de classe et découvrant la violence d'Etat, mais aussi de salarié-e-s, syndicalistes ou non, dont certain-e-s participent à leur premières manifestations, leurs premières grèves.

Valls a beau jouer du menton et expliquer que « *le gouvernement ne changera pas un texte qui est déjà le résultat d'un compromis avec les syndicats réformistes, il y a plusieurs mois* »... les choses ne sont plus les mêmes qu'il y a « plusieurs mois » quand syndicats réformistes et gouvernement discutaient tranquillement...

Pour mémoire, le 23 février, dans une déclaration commune, l'ensemble des organisations CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, UNEF, UNL et FIDL expliquaient ne pas être « *satisfaites de ce projet et demandent le retrait de la barémisation des indemnités prudhommales dues en cas de licenciement abusif et des mesures qui accroissent le pouvoir unilatéral des employeurs. Elles conviennent de travailler ensemble sur la construction de droits nouveaux, et sur les autres articles du projet, notamment, sur les licenciements économiques, le forfait jours, l'organisation du travail et la santé au travail, l'apprentissage... Les organisations signataires, conscientes des enjeux et des responsabilités du mouvement syndical sont porteuses de propositions et sont disponibles pour engager le dialogue permettant le développement de l'emploi, la lutte contre la précarité et la sécurisation des droits des salarié-e-s* »...

Le moins qu'on puisse dire c'est que si la CFDT est restée fidèle à elle-même, le mouvement a quelque peu décalé les choses... et poussé l'intersyndicale bien au-delà de ce qu'elle avait prévu et souhaitait.

Après le pacte de responsabilité, les multiples cadeaux aux patrons, le CICE, les lois Macron et Rebsaben, le rapport Combexelle... la loi El Khomri devait être une formalité pour le gouvernement. Il était certes prêt à négocier avec les syndicats quelques virages et virgules, mais personne ne prévoyait un tel mouvement alors que le pays était sous état d'urgence et que le pouvoir faisait vibrer la fibre patriotique post attentats...

Mais la révolte accumulée, le profond mécontentement qui ne parvenait à s'exprimer jusque là que de façon dispersée et hésitante, se sont manifestés au grand jour. Après des années de recul, de reniements de la prétendue « gauche », la fracture des classes populaires et des militants ouvriers avec le PS a libéré les énergies.

De ce point de vue, le mouvement est beaucoup plus profond que ceux de 2003 et 2010 quand le PS pouvait encore représenter une alternative. Il est aujourd'hui au pouvoir entouré de quelques « écologistes », tous totalement discrédités, menant une offensive sociale d'une violence bien supérieure à celle menée alors par les gouvernements Sarkozy, doublée d'une offensive sécuritaire et anti-démocratique dont la plupart des générations n'ont pas connu l'équivalent. Le recul est plus dramatique qu'en 2003 et la contre-offensive du monde du travail est d'une

autre nature, s'inscrivant de fait dans une dimension internationale avec la remontée des révoltes ouvrières et populaires contre la sauvagerie du capitalisme mondialisé en crise. Et même si jusqu'à ce jour le mouvement est resté moins massif qu'en 2003 ou 2010, il est plus profond, plus lucide.

La jeunesse et les travailleurs bousculent le dialogue social

C'est en premier lieu la jeunesse qui a donné son tempo au mouvement, débordant sans mal l'intersyndicale qui attendait arme au pied et ne prévoyait une première journée d'action que... le 31 mars. Les organisations de jeunesse, réunies à l'initiative des secteurs les plus militants et combattifs dont le NPA jeunes, ont appelé à bloquer facs et lycées et à manifester le 9 mars, jour où la loi devait être présentée au Conseil des ministres. Cela a été un point d'appui pour les équipes militantes qui cherchaient à mobiliser sans attendre, poussant finalement l'intersyndicale à s'y rallier. Ce sont ces premières manifestations de jeunes et de très jeunes rejoints par des militant-e-s syndicalistes combattif-ve-s et par nombre de salarié-e-s non organisé-e-s, parfois de secteurs très précaires, qui ont marqué le début du mouvement. Des manifestations bruyantes, colorées marquées par la révolte, la soif de justice, de démocratie et d'un autre avenir que celui du capitalisme en crise.

Les journées se sont suivies sans plan d'ensemble, l'intersyndicale improvisant à chaque étape en fonction des rapports de forces et des pressions du mouvement lui-même. Le 31 mars, journée de mobilisations massives, a permis un élargissement à de nouveaux secteurs mais sans que l'intersyndicale s'en empare à aucun moment pour offrir des perspectives. C'est le mouvement qui a trouvé en son sein les ressources pour écrire son propre calendrier, les militants syndicaux et les équipes militantes prenant confiance, imposant le débat, cherchant les convergences, multipliant les initiatives.

La CGT entre le dialogue social et les travailleurs

Cette dynamique s'est exprimée au sein des structures syndicales, entre autres au moment du congrès confédéral CGT, poussant Martinez à se positionner pour le retrait et la généralisation du mouvement... Et même si la CGT n'en a pas moins continué à dire sa disponibilité pour « négocier », la pression qui s'est exercée au congrès a donné confiance aux plus engagé-e-s, à la fraction se revendiquant de la lutte de classe. Alors que le mouvement diminuait dans la jeunesse du fait de la fin de l'année scolaire, des secteurs importants et stratégiques du monde du travail sont entrés dans la lutte avec une forte implication des équipes CGT.

A la SNCF, malgré le succès de la journée de grève du 9 mars, la CGT a laissé SUD Rail appeler seule durant de longues semaines à la reconductible, cherchant à éviter que la grève percute le mouvement contre la loi travail... jusqu'à

ce que la pression de la base ne l'y contraigne. C'est cette même pression qui vient d'amener la CGT Cheminots à refuser de signer l'accord avec la direction malgré les reculs substantiels que le gouvernement a imposés à la direction de la SNCF dans l'espoir de diviser le front des luttes.

La CGT oscille entre la logique du dialogue social qui se referme sur elle et sa volonté de ne pas se couper des travailleurs en lutte, condition même de sa place autour de la table de négociations... Un dialogue social qui est au cœur de la politique du patronat et du gouvernement et au cœur de la loi travail. C'est la raison d'être de la fameuse inversion de la hiérarchie des normes : donner toute sa place à la « négociation » là où le rapport de forces est le plus défavorable aux travailleurs, l'entreprise... La loi prévoit même l'instauration d'une « formation des acteurs de la négociation collective » commune aux syndicalistes et aux employeurs pour leur apprendre à « négocier » efficacement ! Un dialogue social qui n'a même plus besoin de s'embarasser de fioritures : sur fond d'état d'urgence et 49-3, le rôle des « partenaires » syndicaux se limite à tenir un stylo...

Un mouvement profondément politique

Le mouvement a dès le début pris un sens et un contenu politiques grâce à la mobilisation de la jeunesse. Il n'a pourtant pas manqué d'hommes et de femmes politiques avisé-e-s pour ironiser sur cette jeunesse qui se battait pour une loi qui ne la concernait pas directement... Comme si la jeunesse ne se pensait pas en futur-e-s travailleur-se-s et ne faisait pas siens l'ensemble des problèmes sociaux ! Cette capacité de la jeunesse à penser et poser les questions de façon globale a marqué le mouvement. Son refus de dissocier questions syndicales et politiques a bousculé les appareils qui tentaient eux de les séparer (ce qui n'empêchera pas les mêmes de nous parler du « *nécessaire débouché politique* »...)

Cela a encouragé la classe ouvrière à commencer à se réapproprier elle aussi le terrain politique : rompant avec le PS et avec le poids des échecs passés, se libérant de la démoralisation suscitée par la politique de la gauche au gouvernement, elle a imposé la question sociale comme question politique centrale.

Le blocage des raffineries, l'entrée en lutte des ports et docks, l'appel à la reconductible à la SNCF, ont marqué un tournant qui a encouragé de nouveaux secteurs et le développement de luttes dans des entreprises très diverses, parfois sur des revendications spécifiques (salaires, emploi, la remise en cause du temps de travail) ou directement contre la loi travail comme la grève des éboueurs. Et même si le mouvement n'a pas réussi à se généraliser dans un mouvement d'ensemble, une grève générale politique, ces luttes simultanées ou prenant le relais les unes des autres ont construit le mouvement, lui permettant de rebondir, rendant palpable à toutes et tous depuis des mois la place centrale de la classe ouvrière.

Le mouvement a ouvert de nouveaux espaces de contestation et de politisation. La jeunesse y a largement contri-

bué par sa révolte, sa volonté d'être actrice de sa vie, sa soif de liberté, de débats, non seulement en solidarité avec le monde du travail mais en s'en considérant partie prenante, consciente que son sort y est lié.

Pour des centaines de milliers de militant-e-s du mouvement, les questions politiques se posent de façon nouvelle, plus concrète et assumée, plus libre et engagée.

Nouvelle gauche radicale ou vieilles illusions électorales

La rupture avec le PS est consommée, un PS à tel point moribond qu'Hollande est en passe d'être dépassé par Mélenchon dans les sondages pour 2017. Et c'est l'ensemble de l'ancienne « gauche plurielle » qui est en pleine décomposition, son sort lié à celui du PS. EELV n'en finit pas de s'éteindre et le Front de Gauche créé autour du PCF et du PG de Mélenchon dans la perspective des européennes de 2009, pour une « révolution par les urnes », a de fait explosé une fois les illusions douloureusement retombées après plusieurs séquences électorales... avant peut-être de se réactiver pour 2017...

Aujourd'hui le PCF se débat dans des contradictions toujours plus grandes. Officiellement à la recherche du candidat providentiel de la « vraie gauche » et de primaires... il se prépare à devoir à nouveau jouer les supplétifs d'un Mélenchon de plus en plus nationaliste et populiste, nostalgique de Mitterrand, « habité » par la République... et qui cette fois ne s'est embarrassé d'aucun processus pour se désigner candidat.

Au sein du mouvement, le débat des présidentielles est de fait posé par une partie des militant-e-s. Certains, parmi les initiateurs de Nuit debout, sont engagés dans la recherche d'un-e candidat-e de la prétendue « gauche radicale »... tentant d'enrober de neuf les vieilles illusions électorales et institutionnelles, et certains roulent ouvertement pour Mélenchon. Mais le trouble et les doutes sont grands chez beaucoup de militant-es, y compris au sein du Front de gauche. D'autant que chacun-e est bien conscient-e que face à la montée des idées réactionnaires, à la droite qui espère ne plus avoir longtemps à attendre et surtout à l'extrême droite, seule l'intervention directe des travailleurs, de la jeunesse, pourront changer le rapport de force.

Cette question est au cœur des débats qu'il nous faut mener. Il y a bien deux courants essentiels qui se sont exprimés dans le mouvement, les antilibéraux et les appareils poussant vers un débouché institutionnel d'un côté... et de l'autre les anticapitalistes et les révolutionnaires, mi-

noritaires certes mais qui font partie de l'aile marchante du mouvement et qui ont cherché à chaque étape à formuler une politique pour l'ensemble du mouvement en rompant tant avec le piège du dialogue social que celui du débouché politique, de l'opposition entre lutte syndicale et lutte politique pour penser une seule politique, une politique pour la classe ouvrière et la jeunesse, une politique pour les luttes d'émancipation.

Pour que les travailleurs et les jeunes prennent leur avenir en main...

Le mouvement a été marqué dès le début par le besoin de débat, de confrontation, en même temps que par le rejet des partis institutionnels. Cela s'est exprimé en particulier au travers de Nuit Debout, les débats improvisés sur les places témoignant de l'effervescence contestataire, des aspirations démocratiques et de la soif de liberté, d'émancipation, du besoin d'être acteur-trice de sa vie, acteur-trice de la transformation de la société.

Ces débats politiques se sont menés et se mènent sur tous les lieux de lutte, de rencontre, de manifestations : quel avenir du mouvement, la question de l'Etat, de l'organisation de la société, de la propriété, du rôle de la classe ouvrière, du pouvoir, comment combattre l'extrême-droite, quelle représentation politique pour le mouvement... L'expérience commune de la lutte, le besoin de penser ensemble, à voix haute, fait tomber des a priori, ruine une part des sectarismes.

Les anticapitalistes et révolutionnaires doivent prendre toute leur place dans ces débats pour offrir des perspectives et proposer un cadre politique aux militant-e-s du mouvement, à la jeunesse lycéenne, étudiante, précaire qui s'éveille à la lutte de classe, comme à celles et ceux qui ont rompu ou sont en train de rompre avec les illusions institutionnelles et les appareils. Des évolutions profondes sont en cours qu'il nous faut accompagner, accélérer. Nous militons pour que les travailleurs et les jeunes prennent leur avenir en main, pour construire un parti dans lequel ils se représentent eux-mêmes, un parti qui se pose le problème de regrouper les anticapitalistes et les révolutionnaires.

Une politique qui devrait être au cœur de la campagne autour de la candidature de Philippe Poutou, candidat ouvrier pour que le monde du travail et la jeunesse prennent ses affaires en main, comme elle doit être au cœur de nos activités quotidiennes.

Isabelle Ufferte